Bulletin bimestriel de l'Union Départementale des Syndicats CGT de Haute-Loire
Numéro 102 / octobre 2024 - Directrice de Publication : Saloua EL AAZZOUZI

SOLIDAIRES

SOMMAIRE

Editorial
page 1
Actualité UD CGT 43
pages 2 à 5
Vie des UL
page 5
Face à face
page 6
Echo des syndicats
pages 7 à 10
Macif
page 11
Brèves
page 12
En page centrale les candidats aux élections TPE

L'actu en temps réel :
www.cgt43.fr

Suivez, partagez, likez l'UD CGT 43 sur Facebook

NOUS CONTACTER :
Union Départementale CGT 43
4 Rue de la Passerelle
43000 Le Puy en Velay
04.71.05.51.21
ud43@cgt.fr

EDITORIAL

Pour ne plus subir et gagner des avancées sociales, une solution : s'organiser avec la CGT

Alors qu'il n'y a plus que 2 euros entre le SMIC et le seuil de pauvreté, que le quotidien des retraités est fait de calculs et de privations, le gouvernement prépare le plus grand plan d'austérité de notre histoire récente. Le 1er ministre a fait mine de découvrir la situation budgétaire « très grave » du pays à son arrivée à Matignon. Pourtant, depuis de nombreuses années, la CGT dénonce l'abondance des aides publiques versées aux entreprises privées : près de 200 milliards d'euros par an et sans contrepartie. ***Pour combler le déficit créé par leurs cadeaux aux grands groupes, ils annoncent une cure d'économie insupportable : serrer la ceinture des salariés et des retraités.***

Face à l'urgence sociale, et à l'appel de la CGT, les syndicats ont fait entendre la voix du monde du travail le 1er octobre. Cette journée de mobilisation a été le moment de rappeler ***notre attachement aux services publics, frappés de plein fouet par la cure d'austérité voulue par le gouvernement.***
Cette journée a aussi été l'occasion de se mobiliser ***pour la défense et le développement de l'emploi industriel.*** *Localement, un coup de projecteur doit être mis sur* ***l'entreprise Boissy à Laussonne, dont les salariés se sont joints au cortège ponot pour manifester leur détermination et leur colère.*** *Menacés de licenciement et ne disposant pas de représentants syndicaux, ils ont été accompagnés par la CGT pour les défendre et faire valoir leurs droits.*
La situation intolérable de l'usine Michelin doit également retenir toute notre attention. Dans la presse, le PDG se pose en patron soucieux du niveau de vie de ses salariés, en vantant la mise en place d'un « salaire décent ». Dans l'usine de Blavozy, les pratiques sociales appliquées sont tout autre. Tandis que le groupe engrange 2 milliards de bénéfices, une demande d'activité partielle est projetée avec une rémunération des salariés… à 60%. ***Soutenons l'équipe CGT Michelin qui est vent debout contre la pression mise aux salariés et la baisse programmée de leur niveau de vie !***

La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes de l'entreprise ou du service. ***A partir du 25 novembre, chacun d'entre nous peut agir et faire voter CGT ses amis, voisins, familles, qui sont salariés d'une Très Petite Entreprise.*** *Les décisions qui concernent nos emplois ou nos salaires ne doivent pas être prises sans nous. Pour relever la tête face aux employeurs et leurs alliés du gouvernement, il faut continuer de s'organiser et d'appeler à rejoindre la CGT.* ***Rappelons à nos collègues que le syndicalisme est utile au quotidien et qu'il trace les perspectives collectives de demain.***

Saloua EL AAZZOUZI

Manque de fonctionnaires d'Etat aux Prud'hommes du Puy, une nouvelle attaque contre la justice du travail !

A l'occasion d'un rassemblement en juin dernier, unitairement CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, les avocats également, sont venus défendre le service public de la justice devant le Conseil de Prud'hommes du Puy. Les attaques contre cette juridiction unique au monde par les différents gouvernements durent depuis des décennies. La suppression des élections des conseillers par leurs pairs est une vraie attaque contre la démocratie sociale. Le barème dit « Macron » qui plafonne les indemnités dues en cas de rupture abusive du contrat de travail par l'employeur est une véritable attaque contre l'indépendance des juges prud'homaux.

Depuis plusieurs mois, le Conseil de Prud'hommes (CPH) du Puy en Velay est en rupture de personnel ce qui a pour effets :

➪ **Une souffrance des salariés présents qui assument la surcharge de travail par glissement des tâches**. Le CPH 43 est doté d'une greffière et de deux personnels administratifs dont l'un a changé d'affectation et l'autre est en arrêt de travail. De fait, sur trois personnes il ne reste actuellement que la directrice de greffe pour que le CPH fonctionne, sans compter que son temps de travail est aussi accaparé par d'autres missions juridiques, étrangères au Conseil de Prud'hommes.

➪ **Cette surcharge de travail et l'absence de personnel suffisant entraînent aussi des difficultés pour les conseillers prud'homaux de toutes les organisations qui siègent.**

➪ **Ce manque de personnel pénalise les justiciables en rallongeant les délais de rendus des jugements.**

Plus largement, nous pouvons nous demander si cette situation n'arrange pas l'état pour attaquer, encore une fois, cette juridiction.

Les Prud'hommes de Haute-Loire doivent avoir les moyens d'assurer leurs missions pour garantir les droits des salariés et réparer les préjudices qu'ils subissent ! C'est ce qui a été rappelé au nouveau ministre de la justice par le président salarié et le vice-président employeur du Conseil de Prud'hommes dans un courrier récemment transmis et dont nous attendons urgemment la réponse.

Jean PRESUMEY

Comité général de l'Union Départementale CGT de Haute-Loire

Le comité général de l'UD CGT s'est tenu le 19 septembre à Espaly. Plus de 65 militants de l'ensemble des champs professionnels étaient réunis en présence de Denis Gravouil membre du bureau confédéral et Eric Vigouroux pour le Comité Régional.

Le contexte international compliqué, notamment au Moyen Orient et en Ukraine, a été évoqué ainsi que la situation politique que nous avons traversée depuis les élections Européennes. Le déni de démocratie dont fait preuve le président de la République suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale, est une marche supplémentaire franchie pour que l'extrême droite accède au pouvoir.
Nous pouvons et devons être fiers de l'engagement de tous les camarades de la CGT dans leur investissement pour faire battre l'extrême droite lors des législatives et ce à tous les niveaux de notre organisation, même si dans certains cas, cela était compliqué.

L'extrême droite est et sera toujours le pire ennemi de notre camp social.

Nous avons également abordé l'activité partielle que subissent nos camarades notamment dans l'automobile comme dans les entreprises Valéo, SNOP, DIEHL… mais aussi les risques de licenciements chez Boissy Chaussures où nous soutenons les 43 salariés, bien que, pour l'instant, nous n'y soyons pas implantés.

Sur le sujet du chômage, Denis Gravouil, en charge de négocier au niveau national sur les retraites et l'assurance chômage, nous a fait un point sur les dangers des réformes prévues par l'ancien gouvernement et qui pourraient être reprises par le gouvernement Barnier.

Ce comité général a aussi été l'occasion de lancer la campagne des TPE sur notre département, élection très importante pour la représentativité de la CGT.

Nous avons conclu cette journée sur l'importance de réussir la mobilisation et la grève du 1er octobre.

Pierre MARSEIN

Un 1er octobre pour contrer l'austérité

À la suite de l'appel du CCN de la CGT fin août et d'une intersyndicale nationale début septembre, une mobilisation nationale et interprofessionnelle a été lancée le 1er octobre. En Haute-Loire, comme au niveau national, l'intersyndicale réunissait la CGT, la FSU et Solidaires. L'idée était d'impulser une mobilisation à la hauteur de l'enjeu : danger de l'extrême droite, macronie en faillite… et de ne pas faire une journée militante de rentrée habituelle.

Une période d'expectatives

La nomination du premier ministre a tardé ainsi que la nomination du gouvernement. À la rentrée tout le monde était dans l'expectative pour savoir à quelle sauce on allait être mangé. Nous avons appris que très tardivement que ça serait une sauce bleu foncé. La présentation du budget a été décalée et le premier ministre faisait son discours de politique générale le jour même de la mobilisation. Même si l'attentisme régnait, les militants de la CGT ne sont pas dupes.

Une mobilisation militante réussie

Au Puy ce sont **près de 500 militants** (très majoritairement de la CGT) qui ont manifesté ! **Les salariés de Boissy Chaussures étaient présents** pour défendre leurs emplois et leur savoir-faire. Les revendications sur les salaires, réformes retraites/assurance chômage, services publics et défense de l'emploi ont été rappelées. **Les retraités n'ont pas été oubliés** (car à l'origine c'était une journée de l'intersyndicale des retraités) avec l'augmentation des pensions, l'accès aux soins et aux services publics mis en avant.

Gautier CORDEAU

Elections TPE du 25 novembre au 9 décembre 2024

Nous entrons dans la dernière phase de campagne des élections TPE qui se dérouleront du 25 novembre au 9 décembre 2024. 5 millions de salariés sont concernés par ces élections, soit autant que le nombre de fonctionnaires. Ils produisent 9 % du PIB du pays, mais pour autant, sont encore trop peu représentés syndicalement. N'ayant pas de CSE ni de syndicat au sein de leurs entreprises, les négociations collectives sont impossibles.

C'est pourquoi, **voter et faire voter aux élections TPE doit leur permettre d'avoir des représentants et d'améliorer leurs droits.**

Lors des 3 derniers scrutins nous avons rencontré une problématique concernant le taux de participation (10 % en 2012). Ce faible taux est dû notamment au manque d'information donnée aux salariés puisqu'un simple courrier est envoyé et, pour la plupart, jeté dès la réception. Notre objectif est d'informer ces salariés que des élections vont se dérouler en fin d'année, afin de doubler le taux de participation.

Nous connaissons et côtoyons tous des salariés travaillant pour des TPE, que ce soit à titre personnel ou au sein de vos entreprises (entreprise de sous-traitance par exemple).
Il est de notre devoir de les solliciter afin de les inviter à voter massivement CGT.

Les résultats du vote auront un impact supplémentaire pour les négociations de certaines conventions collectives. Localement, ils auront une importance sur le nombre de mandat des juges prud'hommes.

N'hésitez pas à rejoindre le collectif des TPE pour participer aux différentes actions.
Pour vous aider dans la campagne un site est à votre disposition : cgt-tpe.fr. Il vous permettra de comprendre pourquoi voter CGT et d'avoir des arguments lors des déploiements. Des outils de campagne sont aussi à disposition : tract, flyer, profession de foi…

L'un des premiers actes militants que vous pouvez faire est de récupérer les coordonnées des salariés TPE que vous rencontrez (nom, prénom, mail, téléphone, profession) et de les transmettre à l'UD. Cela nous permettra de les contacter et de leur donner des informations.

Nina MARSEIN

Pour les revendications, contre l'extrême droite, la Haute-Loire fait front

Profiter de l'instabilité pour passer à l'offensive

Le mouvement contre la réforme des retraites a accéléré la crise du gouvernement et de la macronie : un gouvernement en échec politique (il a une majorité contre lui) et un gouvernement donneur de leçon en échec financier ! Depuis 2017 le gouvernement s'est assis sur 60 milliards de recettes en baissant en priorité les impôts pour les plus riches. De l'autre côté, les aides aux entreprises atteignent 170 milliards par an pour alimenter en partie les dividendes du CAC 40 qui ont explosé ! C'est la banqueroute : il veut nous faire payer sa gabegie !

Élections européennes la douche froide

Les élections européennes ont été un moment d'expression du mécontentement général vis-à-vis de la macronie. Le mécontentement s'est tourné du côté du pire : les extrêmes-droite ont cumulé environ 38 % des voix. L'extrême droite est bien aidée par le patronat : Bolloré avec ses chaînes de télé et le milliardaire Stérin qui investit financièrement auprès de l'extrême droite… Cette dernière appartient au camp de la bourgeoisie et du patronat. Les milliardaires n'aident pas la CGT : ils savent très bien pourquoi ! À la CGT on défend les salariés, les retraités, les chômeurs contrairement à Bardella et toute sa clique. Après ce résultat électoral le président a décidé de dissoudre l'assemblée pour rebattre les cartes et, pense-t-il, rester le maître du jeu.

Soutenir le programme du NFP sans chèque en blanc

La réaction ne s'est pas fait attendre : des manifestations spontanées ont eu lieu un peu partout en France. Au Puy, il y a eu les manifs du mardi auxquelles la CGT a participé. La CGT 43 a aussi impulsé une mobilisation intersyndicale **le samedi 15 juin qui a réuni 1 200 personnes au Puy** (640 000 dans toute la France) pour dénoncer le danger de l'extrême droite opposée par exemple à toute augmentation du SMIC. **Le 19 juin un rassemblement militant « alertes féministes »** (organisé par le collectif du 8 mars auquel participe la CGT) a eu lieu sur le Breuil pour dénoncer l'hostilité du RN aux droits des femmes.

Cette pression dans la rue a permis la création du Nouveau Front Populaire (NFP). La CGT, sans chèque en blanc, a décidé de soutenir le programme du NFP, car il reprend de nombreuses revendications. Néanmoins la CGT n'est pas dupe : **il faudra créer le rapport de force pour appliquer nos revendications.**

18 juillet : porter nos revendications

Les résultats du premier tour des législatives ont été une douche froide : tout le monde prédisait une majorité relative ou absolue au RN. Le second tour a vu naître un sursaut républicain pour éviter le pire ! Un ouf de soulagement très provisoire a été poussé. Le 18 juillet la CGT, réunie en intersyndicale, a décidé de remettre sur le devant de la scène les revendications (dans une période il ne parlait que de casting) dont **l'indexation des salaires sur l'inflation**, **un SMIC à 2 000 euros brut** (presque équivalent au 1600 net du NFP), **l'abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage, la défense des services publics et de l'industrie !**

Gautier CORDEAU

Situation de l'emploi

La politique du Mozart de la finance nous emmène à plus d'austérité au détriment des salariés. Cette politique du ruissellement annoncée par Macron ne fonctionne pas. Elle a plutôt un effet inverse, celui d'une accumulation de richesses pour quelques-uns et des sacrifices pour le plus grand nombre. Voilà ce qui se passe lorsque l'on accorde des aides par milliards aux entreprises (exonération de cotisations, aides publiques...) sans contrepartie.

La baisse de la consommation, non seulement réduit le nombre de recettes pour l'état (TVA), mais elle réduit également les carnets de commandes pour les entreprises. **Et ce n'est pas le plan d'austérité de Barnier qui va arranger la situation.**

La CGT, au niveau national, a dénoncé la situation de l'emploi qui se dégrade avec des PSE dans les secteurs de l'industrie automobile, pharmaceutique... La Haute-Loire n'est pas épargnée, même si, en apparence, les chiffres du chômage semblent meilleurs qu'ailleurs.
Si l'on se réfère aux élections des CSE (entreprises de plus de 11 salariés) en Haute-Loire nous avons perdu plus de 1000 emplois salariés en 4 ans. Mais ce nombre ne semble malheureusement qu'un début du déluge qui risque de toucher les entreprises locales.

En effet, la crise de l'industrie automobile en Europe et en France concerne des entreprises de la métallurgie de notre département. Pour l'instant, ce sont des demandes d'activité partielle qui ont été faites par SNOP et VALEO, sous-traitants de l'automobile représentant près de 800 salariés sur le bassin de Brioude, mais aussi par DIEHL à Siaugues. Au-delà de la métallurgie, la même démarche a été faite par Michelin, l'un des principaux employeurs du bassin du Puy en Velay.

La politique du Mozart de la finance connaît plusieurs canards, et si le ruissellement ne bénéficie pas à notre camp social, nous pouvons craindre des vagues de licenciements. **Nous devons donc nous organiser syndicalement pour lutter contre cette politique d'austérité.**

Pierre MARSEIN

Assemblée générale et rentrée des luttes à l'Union Locale CGT de Brioude

L'assemblée générale de l'Union Locale (UL) de Brioude s'est tenue le 12 septembre. Les rapports d'activité et financier ont été approuvés à l'unanimité. Le débat d'orientation a été riche et plusieurs axes de travail se sont dégagés ou ont été reconduits : **déploiement de la CGT sur le bassin de Langeac, mise en place de temps d'éducation populaire (ciné/débat par exemple), maintien des permanences et d'un bureau élargi tous les deux mois, reconduite de la rentrée des luttes et d'un repas le 1er mai...**

Samedi 21 septembre l'Union Locale CGT de Brioude a organisé sa traditionnelle rentrée des luttes. Le thème de la manifestation était tout trouvé en cette journée internationale de la paix car **depuis bientôt un an, la CGT est investie dans le collectif Pastèque (soutien au peuple Palestinien) et réclame un cessez le feu, tous les samedis matin sur le marché de Brioude.**

Jérémie Fortin, secrétaire de l'UL CGT de Brioude, a rappelé qu'en France la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit 413 milliards d'euros contre 295 auparavant. Ces 68 milliards annuels de dépenses militaires représentent plus de 6 fois la dette de la Sécurité Sociale. Nous sommes bien face à des choix politiques !

Cette matinée festive autour d'un verre, sur fond de musique militante, a permis aux camarades et à la population rassemblée sur notre stand, de débattre des prochaines **luttes à venir pour l'abrogation de la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage** (NDLR : annulée/reportée depuis), **l'augmentation des salaires, la défense des services publics et de la Sécu...** Pour cela, l'UL a invité les participants à se mobiliser le 1er octobre 2024.

Nous voilà reboostés pour une nouvelle année de combat !

Myriam CHEVALIER BONNOUR

EHPAD de Saint Didier en Velay : face à l'inaction de la Direction et des autorités, les personnels restent déterminés !

Après une première journée de grève en avril 2024 pour dénoncer des conditions de travail désastreuses (parfois un aide-soignant pour 40 résidents, planning avec 72 h de travail sur 7 jours) et un problème de gestion de l'établissement impactant notamment leur carrière et leur rémunération, les personnels de l'EHPAD de St Didier espéraient que les choses allaient s'améliorer.

Avec la CGT, face à une direction sourde et méprisante, ils ont multiplié les initiatives. L'Agence Régionale de Santé, le Conseil Départemental, la Préfecture et le président du conseil d'administration de l'EHPAD ont été alertés à plusieurs reprises. Pourtant là encore, **malgré la gravité de la situation, aucune action n'a été mise en œuvre pour apporter des réponses à l'insécurité et aux menaces qui pèsent tant sur les personnels que sur les résidents.**

N'acceptant plus l'inertie de leur Direction et des pouvoirs publics, **ils ont donc décidé, soutenus par la CGT, de se mettre en grève le mardi 10 septembre et ce pour une durée illimitée avec mise en place d'un piquet de grève devant l'EHPAD et tenue de conférences de presse. Nous avons également continué à mettre la pression sur les tutelles.**

Une nouvelle direction par intérim est arrivée début octobre. Une rencontre avec les représentants du personnel a permis de faire le point sur les réponses urgentes attendues par les personnels. Depuis, les organisations de travail ont pu être sécurisées et des engagements concernant la mise à jour des carrières ont été pris. La grève a donc été levée, mais **la situation reste fragile et la CGT attentive à la concrétisation des engagements pris** sans quoi un nouveau préavis pourrait être déposé.

Amandine RABEYRIN

Non aux licenciements chez Boissy Chaussures !

Boissy Chaussures est la dernière entreprise de fabrication de chaussures du département. Si jusque dans les années 80 la fabrication de chaussures représentait des centaines d'emplois en Haute-Loire et en Auvergne, cette industrie a connu une destruction d'emplois et des fermetures d'usines dans la même veine que tout le textile.

Boissy Chaussures, unité de production, existe depuis 1947 et, malgré les difficultés, a tant bien que mal réussi à maintenir une production et un savoir-faire sur le département.

A leur retour de congés, le patron a annoncé aux salariés qu'il allait demander au Tribunal de Commerce de fermer l'entreprise et de fait qu'il ne donnait pas d'accord favorable aux clients qui les sollicitaient pour la prochaine saison d'été.

Les élus du CSE ont contacté la CGT pour les aider. Nous avons aussitôt provoqué un CSE extraordinaire pour avoir des explications sur l'intention du patron. Le constat a été immédiat : il a pour but de liquider cette entreprise très rapidement.

Suite à cette réunion, nous avons rassemblé les salariés en assemblée générale dans l'atelier pour leur rapporter ce qui nous avait été dit. **Il a été décidé collectivement de plusieurs actions pour essayer de sauver les emplois et le savoir-faire.**

La première a été de donner mandat à la CGT pour interpeller le préfet et ensuite le premier ministre par courrier pour sauver cette industrie. Puis de préparer une conférence de presse avec les salariés devant l'usine la semaine suivante et de participer à la manifestation du 1er octobre.

Les 43 salariés attendent avec anxiété la convocation du Tribunal de Commerce.

Il nous est impossible de savoir s'il y aura une issue positive comme pour les Tanneries ou Lejaby.
Mais **les salariés ont pris conscience que c'est uniquement leurs mobilisation et détermination qui peuvent faire bouger les lignes et que seules les luttes non menées sont perdues d'avance.**

Pierre MARSEIN

Fortes turbulences dans le commerce et la distribution

Dans les petits magasins, principalement des franchisés d'enseignes nationales, voire internationales, comme dans la grande distribution, des bouleversements majeurs sont en œuvre depuis plusieurs années avec une amplification ces derniers mois.
On assiste ainsi à un changement des modes de consommation, notamment du fait de la progression constante et de plus en plus intense des achats en ligne.

Cependant, cette réalité ne saurait dédouaner les grands patrons de leurs responsabilités en matière de gestion calamiteuse, allant toujours dans le sens du profit maximum pour les actionnaires et grands dirigeants.
Les restructurations ou réorganisations se multiplient avec des conséquences sociales désastreuses (pertes d'emplois, pertes d'acquis sociaux, dysfonctionnements préjudiciables à la santé des salariés, précarité exacerbée...).

Entre autres sociétés, l'enseigne Casino illustre typiquement cette situation alarmante.
Résultat d'une politique spéculative et pour le moins hasardeuse, Casino a procédé à la vente de nombreux magasins à ses concurrents afin de réduire son endettement colossal.

Les médias ont annoncé récemment une vague de licenciements concernant les magasins non repris avec plus de 1 000 emplois supprimés.

Localement, le magasin de Vals Près Le Puy, le plus grand du département, n'échappe pas à la déferlante puisqu'il a été cédé en premier lieu à Intermarché puis, à présent, au groupe Carrefour.

En effet, malgré les multiples alertes lancées et le combat mené par les élus CGT depuis fort longtemps, les dirigeants de l'enseigne, de par leur politique commerciale catastrophique, ont provoqué sciemment ce gâchis au détriment des salariés.

Toutefois et comme toujours, **la CGT sera vigilante et portera des exigences en matière de préservation des emplois et des acquis sociaux face aux employeurs.**

Aujourd'hui comme par le passé, les travailleurs refusent d'être sacrifiés au nom du profit.
Collectivement et solidairement, nous combattrons toute régression sociale.

Jean-Yves DERIGON

Congrès THCB 43 : avec la CGT, améliorer nos vies et nos droits au travail !

Le syndicat CGT THCB (Textile Habillement Cuir Blanchisserie) de Haute-Loire a tenu son congrès à Monistrol sur Loire le vendredi 5 juillet. Il a réuni 50 délégués de plus de 15 sections d'entreprises (Barbier, Guérin Plastiques, les Tanneries du Puy, LADM, Coveris, Granger, G'Imprim…) représentant plus de 300 syndiqués afin de dresser un bilan des 4 dernières années d'activité au plus près et au service des intérêts des salariés sur le département. L'occasion de revenir sur **l'utilité du syndicat pour défendre l'emploi, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.**

Une nouvelle direction a été élue, avec à sa tête, en tant que secrétaire générale Gaëlle Presles, maroquinière chez LADM, sous-traitant Vuitton.

Ce moment démocratique fort entre adhérents, ponctué de débats, a permis de **réaffirmer des revendications porteuses de progrès social et environnemental que défend la CGT et qui améliorent nos vies au quotidien et nos droits au travail** : indexation des salaires sur les prix, augmentation du SMIC, suppression de la réforme des retraites à 64 ans, rétablissement des CHSCT, réindustrialisation, contrôle et conditionnalité des aides publiques, taxation des grandes fortunes et des très riches.

La CGT THCB 43 invite les salariés à se syndiquer pour s'informer, se former et se protéger des attaques en cours et à venir contre le monde du travail.

Gaëlle PRESLES

Assemblée générale du syndicat des Organismes Sociaux

Le 13 juin a eu lieu l'assemblée générale du syndicat des personnels des Organismes Sociaux (CPAM, CAF, URSSAF, PAJEMPLOI, aides à domicile et retraités de la Sécurité Sociale), en présence des syndiqués, de Valérie Daguillon co-responsable de la région Auvergne et d'Audrey Granet membre de la CE fédérale.

Les rapports d'activité et financier ont été présentés et adoptés à l'unanimité. Le nouveau bureau a été élu, dans lequel siègent des représentants de chaque secteur.

Le rapport d'activité a fait ressortir notre forte mobilisation depuis les 2 dernières années. **Pour les salariés, une augmentation de 1,5 % a été arrachée en 2023 ainsi qu'une revalorisation pour les bas salaires qui étaient déjà payés en deçà du Smic.**

Des négociations sur la nouvelle classification sont en cours mais ne nous faisons pas d'illusion, la refonte d'une classification de plus de 20 ans ne peut se faire en 6 mois, et ne peut se faire sans répondre aux revendications essentielles des salariés.

Nous ne voulons pas des miettes pour les pigeons !

Il est de coutume, bien malheureusement, de dire que la sécurité sociale subit des attaques sans précédent car, depuis sa création, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont cessé de vouloir détricoter notre modèle social pourtant envié pour une partie du monde. Après la réforme des retraites, on passe au doublement des franchises et des participations forfaitaires, la diminution de la prise en charge de certaines indemnités journalières ou des affections de longue durée. Et pour finir le démantèlement du service médical qui sera affecté à la CPAM. Pour les assurés, bien entendu c'est un recul vis-à-vis de leurs droits.

Conclusion de la journée : ***défendons notre système de Sécurité Sociale et de Santé, gagnons l'augmentation de la valeur du point, et une classification qui réponde aux revendications essentielles des salariés.***

Valérie DUBOIS, Julien HUET

Congrès de l'USD : s'organiser avec la CGT pour gagner des avancées

Le 14 juin 2024 s'est tenu le 6ème congrès de l'Union Syndicale Départementale (USD) CGT de la santé et de l'action sociale de Haute-Loire.

Près d'une cinquantaine de délégués, venus de tout le département, se sont retrouvés au Centre Pierre Cardinal au Puy en Velay.

Ce temps fort de démocratie s'est déroulé dans un contexte particulier, faisant suite au coup de tonnerre des résultats inédits de l'extrême droite aux élections européennes et de l'annonce par E. Macron de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les débats qui ont rythmé cette journée ont, une nouvelle fois, mis en avant les nombreuses difficultés que rencontrent les personnels dans tous les établissements du département et les conséquences désastreuses des politiques d'austérité menées dans nos différents secteurs d'activité.

En effet, le constat est dur ! Que ce soit dans le sanitaire public ou privé, dans la psychiatrie, les EHPAD, les structures du social ou du médico-social, **tous subissent le manque de moyens humains et matériels, des conditions de travail dégradées, l'augmentation des emplois précaires, la faiblesse des salaires…**

Tous ces échanges témoignent de **la nécessité d'avoir une CGT forte** afin de construire un rapport de force nécessaire pour faire face au projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) et gagner sur nos revendications.

Déterminée et convaincue, la nouvelle équipe de l'USD CGT Santé/Action Sociale 43 va mettre en œuvre les orientations fixées par le congrès.
Tous ensemble, tout devient possible !

Sandrine MALEYSSON

L'accès aux soins de proximité pour tous menacé sur notre département

Depuis de nombreuses années, **les politiques d'austérité ont conduit à une fragilisation de notre système de santé qui se traduit notamment par des fermetures de lits et de services.** En Haute-Loire, nous ne sommes pas épargnés par cette situation. En effet, le service des urgences de l'hôpital Emile Roux fonctionne en mode dégradé. Depuis juin 2023, face au manque de personnel médical, les urgences sont fermées, dès la fin d'après-midi pour la nuit avec un système de régulation.

Après la fermeture de l'unité mobile de soins palliatifs, c'est le service d'hospitalisation en soins palliatifs qui a dû fermer ses portes fin août 2024, là aussi par pénurie de médecin.

Les manques de personnels soignants, notamment d'infirmières de bloc opératoire et anesthésistes, entrainent également des fermetures de salles de bloc opératoire. Les locaux inadaptés, la vétusté des équipements et le manque de personnels formés pèsent également sur l'avenir du service de stérilisation de notre hôpital public. **Pour la CGT, cette situation n'est pas acceptable : les conditions de travail des agents s'en trouvent fortement dégradées et engendrent une perte de sens dans l'exercice des métiers créant une grande souffrance chez les professionnels.**

Pour la population, les conséquences ne sont pas plus réjouissantes, puisque l'éloignement de l'accès au soin peut se traduire par une perte de chance.

Nous ne pouvons pas rester immobiles face à cette menace, d'autant plus que les nouvelles économies prévues dans les budgets (PLF et PLFSS) pour 2025 se chiffrent en milliards. La CGT du Centre Hospitalier Emile Roux a donc décidé d'appeler à la grève le 1er octobre notamment pour la défense des services publics dont nous faisons partie et qui ont montré leur rôle essentiel dans les crises que nous avons traversées.

Des solutions existent, nous restons donc déterminés à imposer d'autres choix, porteurs de progrès social.

Amandine RABEYRIN

La CGT Cheminots honore un de ses héros : Pierre Semard

« Dites à mes amis les Cheminots qu'ils ne fassent rien qui puisse aider les nazis.
Les Cheminots me comprendront, ils m'entendront, ils agiront »

Vendredi 20 septembre, en gare de Brioude, une plaque commémorative a été posée en hommage à Pierre Semard, à l'initiative du syndicat CGT Cheminots Haute-Loire.

Il est important de rappeler qui était Pierre Semard. Cheminot, militant syndical et politique, secrétaire général de la Fédération CGT Cheminots, il se prononce, au nom de la CGT, en faveur de la Nationalisation des Chemins de Fer. Il fût l'un des quatre administrateurs de la SNCF issus de la représentation syndicale.

Son engagement politique et syndical lui a valu d'être incarcéré. Livré aux Allemands, il fût fusillé le 7 mars 1942 par les nazis.

Dans le contexte actuel, avec les nombreux conflits dans le monde, l'horreur subie par le peuple Palestinien, la montée de l'extrême droite en Europe et dans notre pays, **nous devons continuer à prendre nos responsabilités et à combattre les idées racistes, antisémites et fascistes !**

Chaque 7 mars en gare de Brioude, nous pourrons rendre hommage à cet homme **en souvenir de son engagement pour la paix, la justice, la démocratie, la solidarité entre les peuples, le respect de l'être humain et sa lutte jusqu'à sa mort contre le fascisme.**

Séverine VOISSE

Une fois à la retraite nous avons des revendications, nous ne vivons pas en dehors de la société

Dans notre département, les retraités, de plus en plus nombreux, ont compris les enjeux de rester à la CGT et nos effectifs augmentent. Ce fait doit encore s'amplifier.

Nous ne sommes pas les privilégiés que certains laissent entendre. **Dans son projet de budget le premier ministre veut faire payer les retraités en reportant la hausse des pensions de 6 mois** et ainsi réaliser des économies sur notre dos, alors qu'en 2023, 50 % des 17,3 millions de retraités ont des pensions inférieures à 1 570 € brut mensuel, 20 % d'entre eux ont une retraite autour de 1 000 € dont, 74 % sont des femmes ayant eu des carrières « hachées ». Aujourd'hui 1,7 million de retraités vit sous le seuil de pauvreté, soit 10 %, alors que ces retraités ont contribué toute leur carrière à la richesse du pays.

Le 9 octobre **les retraités se sont mobilisés pour défendre leur pouvoir d'achat et l'accès aux soins.** Au Puy en Velay, plus de trente camarades se sont rassemblés devant l'Agence Régionale de Santé à l'occasion d'une conférence de presse. Nous avons été reçus, à notre demande, par le directeur de l'ARS. **Nous lui avons fait part des difficultés d'accès aux soins dans le département.** La délégation lui a rappelé que **se soigner devient un « parcours du combattant »** par manque de médecins, la fermeture de services et que parfois cela devient impossible, pour les retraités, par manque de moyens financiers (dépassements d'honoraires, hausse du prix des mutuelles…)

Les retraités exigent :

☑ **Une revalorisation des retraites** avec une pension minimum au niveau du Smic CGT (2000 € brut) indexées sur l'évolution des salaires et des prix en cas d'inflation.

☑ **Une politique de santé pour répondre aux besoins de tous**. L'arrêt de la casse des hôpitaux publics. Le développement des centres de santé publics pluri professionnels. La suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires.

☑ **Un grand service public de l'aide à l'autonomie** financé dans le cadre de la Sécurité sociale.

☑ **Une réforme du financement de la Sécurité sociale** assis uniquement sur les cotisations sociales et l'arrêt des exonérations pour les employeurs

☑ **Le droit à un logement de qualité** prenant en compte les besoins des personnes âgées

☑ **Des services publics de qualité** sur tout le territoire

Sabine BOUQUET

CGT Retraités FAPT 43

Le syndicat CGT FAPT (Fédération des Activités Postales et Télécoms) Haute-Loire n'a jamais eu de section de retraités. Depuis quatre ans maintenant, avec l'arrivée de nouveaux retraités, une section a été créée.

Dans un premier temps, nous avons pris contact par téléphone, puis avons décidé de l'envoi d'un questionnaire à l'ensemble des syndiqués.
De nombreux retours nous ont permis de mieux les connaître et de savoir leurs aspirations.

A ce jour, notre section compte 37 syndiqués femmes et hommes, issus de la Poste et d'Orange. Deux retraités sont élus à la commission exécutive du syndicat départemental, un autre est secrétaire à l'organisation de l'USR 43 (Union des Syndiqués des Retraités de Haute-Loire).

Notre section, très attachée à la démarche revendicative, est présente dans les luttes au niveau national et départemental.

Tout doucement, de nouveaux camarades répondent à nos invitations pour des réunions ou d'autres activités. Nous nous réunissons tous les deux mois environ et organisons aussi deux sorties amicales par an. Nous participons également à la sortie annuelle de l'USR.

Nous nous attachons surtout à conserver les syndiqués lorsqu'ils cessent leur activité professionnelle. C'est avec plaisir que nous accueillons de nouveaux membres, toujours satisfaits de conserver un lien avec le syndicat.

Alain GAUTHIER

Votre organisation syndicale ( ) nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ **Pour plus d'informations : macif.fr**

MACIF

La Macif, c'est vous.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Réouverture de l'Union Locale de Ste Sigolène

Une permanence sera désormais assurée tous les premiers lundis du mois de 10h à 16h

Maison Cuerq - Quartier Robin
(derrière la mairie)
43600 Ste Sigolène

Tél. : 04.71.05.51.21

Les camarades qui pourraient prêter main forte afin de permettre un accueil plus régulier à l'UL sont invités à se faire connaître auprès de l'UD.

SOLIDAIRES

U.D. CGT - 4 Rue de la Passerelle
43000 Le Puy-en-Velay
Directrice de Publication : Saloua EL AAZZOUZI
CPPAP n° 0625 S 06512
Imprimé par nos soins

DEPOSE LE 07/11/2024

LE PUY EN VELAY PPDC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

www.cgt43.fr

Revalorisation du Smic

Le smic a été revalorisé de 2 % au 1er novembre 2024

=> Smic horaire brut : 11,88 €

=> Smic mensuel brut : 1 801,80 €

Formation informatique

Une nouvelle formation est proposée :

Formation informatique

Jeudi 12 décembre

Objet : mise en page d'un tract, tableur (Excel et Calc) et publipostage

Public : tous les adhérents